

Rapport du président national

Juin à septembre 2005

Conseurs et confrères,

Le présent rapport trimestriel sera mon dernier avant notre congrès national de Winnipeg, du 3 au 7 octobre.

Nous avons tous été très occupés sur de nombreux fronts, mais j'espère que vous avez quand même pu prendre un peu de repos avec votre famille et vos amis.

Le but de mon rapport est de résumer les faits saillants des activités entreprises par notre syndicat au cours du dernier trimestre.

1. Négociations collectives

Nos équipes locales de négociations arrivent toujours, avec notre personnel, à obtenir d'excellentes conventions collectives jour après jour au nom de nos membres. Bien que les négociations soient souvent très difficiles, nos gens semblent savoir comment maximiser les règlements et éviter les concessions.

Depuis mon dernier rapport, nous avons réglé deux très importants conflits dans le nord de l'Ontario. Les membres de la section locale 2196 (Services à l'enfance et à la famille de Timmins) ont ratifié une nouvelle convention collective le 4 juillet, après 11 semaines aux piquets de grève. L'employeur a retiré ses demandes de concessions insultantes et nous avons pu obtenir des gains pour nos membres.

Les membres de la section locale 2462 (Association pour l'intégration communautaire d'Española) ont aussi obtenu un règlement après quelque 10 semaines de grève. Nos membres souhaitaient obtenir la parité avec d'autres travailleurs des AIC de l'Ontario. Ils ont résisté aux concessions et gagné la grève.

Trois très importants règlements ont été obtenus à la ville de Toronto. Les membres de la section locale 416 ont décroché de nouvelles ententes de quatre ans au nom des cols bleus et des travailleurs de bibliothèques. Les règlements ont bonifié la sécurité d'emploi, les salaires et les avantages sociaux et résolu de nombreux problèmes causés par la fusion il y a sept ans.

Après une longue et difficile ronde de négociations, les membres de la section locale 79 ont également décroché une entente d'une durée de quatre ans, sans concessions. L'accord a été ratifié par une large majorité de la section locale 79.

Les travailleurs municipaux de Regina, membres des sections locales 7 et 21, ont formé une coalition avec le Syndicat uni du transport (SUT) lorsque les pourparlers sont devenus difficiles avec la ville de Regina.

J'ai eu le privilège de participer à un arrêt de travail d'une journée, le 22 août 2005, avec eux. Nos comités de négociation ont reçu l'appui unanime des 1 700 travailleurs touchés. Les pourparlers continuent, en même temps qu'une grève du zèle. Les travailleurs ne font pas d'heures supplémentaires et n'exigent ni frais, ni billets.

L'actif de notre caisse de grève approche 30 millions de dollars, en grande partie grâce aux habiletés de nos comités et de notre personnel en matière de négociation. Au cours des derniers mois, il n'y a eu qu'un petit nombre de grèves et de lock-outs et, comme nous l'avons mentionné, un très grand nombre de règlements.

Voici les groupes en grève ou en lock-out au moment du présent rapport :

PROVINCE	N° de S. LOCALE	EMPLOYEUR	N ^{bre} de MEMBRES	DÉBUT DE LA GRÈVE
Québec	1707	École sec. St-Paul de Varennes	48	18 juillet 2005
Nouveau-Brunswick	4598	Travailleurs de soutien de la Croix-Rouge canadienne - Bathurst	75	18 août 2005
Saskatchewan	7	Ville de Regina (personnel de l'administration de l'hôtel de ville)	217	1 ^{er} septembre 2005
Saskatchewan	21	Ville de Regina (cols bleus)	1154	1 ^{er} septembre 2005

Je suis toujours immensément fier de nos militants, de notre personnel et de nos sections locales qui se concentrent sur les négociations et qui décrochent de bons règlements jour après jour.

2. Congrès de l'AFL-CIO – Du 25 au 27 juillet 2005, Chicago

J'ai assisté au congrès de l'AFL-CIO avec la direction du CTC, à un moment très crucial de l'histoire du mouvement syndical américain.

Le taux de densité syndicale aux États-Unis a chuté à 11 % de la main-d'œuvre et les 13 millions de membres de l'AFL-CIO sont aux prises avec des dissensions internes depuis quelques mois. La veille du congrès, l'UIES, les Teamsters, les

TUAC et Unite-Here ont annoncé qu'ils n'assisteraient pas au congrès et qu'ils se réuniraient pour discuter de leur avenir au sein de l'AFL-CIO.

Au deuxième jour du congrès, l'UIES et les Teamsters ont annoncé leur retrait officiel de l'AFL-CIO, et les TUAC et Unite-Here ont déclaré qu'ils demanderaient à leurs membres le mandat de se retirer aussi (le Carpenter's Union s'est retiré il y a quelque temps déjà).

Ces affiliés représentent 4 millions de membres et leur retrait provoque une fracture importante dans le mouvement syndical américain. Le manque de direction et de ressources consacrées au recrutement, ainsi que certains des dossiers politiques entrepris par l'AFL-CIO sont les raisons les plus souvent invoquées pour les défections. D'autres affiliés soutiennent que bien que la diminution de la densité syndicale soit un énorme enjeu, un mouvement divisé ne profitera qu'aux élus et aux entreprises antisindicalistes.

Il est très difficile pour nous, au Canada, de porter un jugement sur ce qui arrive à nos confrères et consœurs américains, mais le congrès a été un événement quasi-surréaliste, sans véritable débat et teinté de pessimisme, selon ce que nous pouvions constater dans les conversations de corridors.

L'expérience m'a permis de mieux comprendre à quel point la méthode Wal-Mart d'opposition aux syndicats semble dominer chez les employeurs américains et à quel point aussi la lutte que doit livrer le mouvement syndical de ce pays pour répondre à l'attaque lancée contre le syndicalisme est difficile. J'en suis venu à la conclusion que nous devons tout faire, au SCFP, pour créer un mouvement uni ici au Canada. Faisons-nous tout ce qu'il faut pour consolider nos conseils du travail, nos fédérations du travail et le CTC ?

Nous espérons que notre mouvement ne suivra pas la voie empruntée par nos consœurs et confrères américains. Nous devons nous engager de nouveau à faire du SCFP un intervenant actif à tous les niveaux du mouvement syndical canadien.

3. Le point sur les régions

Division du transport aérien

Nos composantes et nos sections locales se préparent à leur première conférence bisannuelle, qui aura lieu la veille de l'ouverture de notre congrès national, à Winnipeg. Les sections locales de la Division pourront ainsi participer à la fois à leur conférence et au congrès national.

Terre-Neuve et Labrador

Après la restructuration dans les secteurs de l'éducation et de la santé (hôpitaux), le syndicat poursuit son travail avec les groupes d'employeurs pour tenter d'en arriver à des accords de transition dans le but d'éviter les votes de ballottage avec d'autres syndicats dans ces secteurs.

Les possibilités de recrutement se maintiennent, avec la syndicalisation de deux nouveaux groupes, la Scotia Recycling Plant et un refuge pour femmes.

Nouvelle-Écosse

La sous-traitance demeure le point de mire des négociations dans le secteur municipal. La section locale 108 (municipalité régionale de Halifax) est dans une impasse sur la question du contrôle de la neige et de la glace. Une date butoir de grève ou de lock-out a été fixée à la mi-septembre.

Le SCFP poursuit ses discussions avec les représentants du gouvernement provincial et vise la parité salariale et une entente provinciale pour nos membres du secteur des conseils scolaires.

Île-du-Prince-Édouard

Le gouvernement provincial examine tous les programmes et la méthode de prestation des services. Notre division provinciale, le SCFP de l'Île-du-Prince-Édouard, a joué un rôle actif dans la mise en œuvre du plan d'orientation stratégique, ce qui a donné lieu à une plus grande mobilisation de nos membres ainsi qu'à une coordination accrue de nos sections locales. La protection de l'intégrité de nos droits de négociation demeure primordiale. Maintenant que le gouvernement a annoncé qu'il y aurait des « changements sous peu dans tous les domaines », nous devons poursuivre nos efforts coordonnés pour assurer la protection des intérêts de nos membres.

Nouveau-Brunswick

Nos membres de la section locale 4598 ont déclenché la grève contre la Croix-Rouge canadienne le 18 août 2005. Les points en litige incluent les salaires, les avantages sociaux et des problèmes au travail. Nos membres, qui fournissent des services de soins à domicile, gagnent à peine plus de 8 \$ l'heure et tentent de négocier une entente depuis deux ans.

Les négociations s'intensifieront cet automne dans les secteurs des foyers de soins infirmiers et des sténographes de cour. Les deux sont des groupes provinciaux et nous serons sans doute encore une fois éprouvés par le gouvernement Lord, mais le pacte de solidarité du SCFP du Nouveau-Brunswick est en place et des efforts de mobilisation sont en cours.

Québec

Présentement, la Régie des rentes du Québec tient une consultation sur le financement des régimes complémentaires de retraite à prestations déterminées. La Régie propose plusieurs amendements à la loi sur le financement des régimes. Nous travaillons conjointement avec la F.T.Q. pour déposer un mémoire. Le SCFP est très inquiet à l'égard de cette réforme car les employeurs seront plus réticents à mettre en place ou à maintenir des régimes à prestations étant donné les hautes exigences concernant la solvabilité qui s'appliquent et, particulièrement en cas de terminaison du régime, qui a pour conséquence de créer un déficit de solvabilité et qui par après amène une variation constante des coûts de régime.

Une importante victoire dans le dossier des sections locales 3055 et 4134, représentant respectivement les cols bleus et les cols blancs de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu mérite d'être soulignée. Il s'agit d'un arbitrage de différend découlant des fusions municipales des cinq (5) municipalités formant la nouvelle ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. L'arbitre a harmonisé les conditions de travail sur la base de la convention collective de l'ancienne ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Cette convention collective était la plus avantageuse tant au niveau normatif que monétaire.

Il importe de souligner que l'arbitre dans ce cas est allé à contre-courant de la décision dans le dossier d'arbitrage de différend des cols bleus de Montréal (SCFP 301). Nous espérons maintenant que cette décision pourra aider nos membres de la section locale 301 concernant la procédure d'appel intenté contre la décision de l'arbitre.

La section locale 375 représentant les débardeurs du Port de Montréal ont voté en faveur d'une entente en principe. La convention collective prévoit, notamment, des hausses salariales de 14 % sur cinq ans.

Ontario

À la suite du congrès du SCFP-Ontario de mai 2005, le plan d'action adopté par les délégués a été mis en œuvre.

La poursuite contre OMERS est en cours et nous nous préparons à répondre au projet de loi présenté par le gouvernement McGuinty sur la gouvernance du régime.

Sur le front des PPP, le gouvernement en a annoncé cinq dans le secteur hospitalier et notre campagne d'opposition à ces projets a commencé. Le premier d'une série de référendums communautaires a eu lieu à St. Catherines et quelque 12 000 citoyens ont voté à plus de 90 % contre les PPP. Notre campagne de dénonciation des désavantages de la restructuration associée aux projets de RLISS (Réseaux locaux d'intégration des services de santé) du gouvernement inclut des assemblées publiques, où nous présentons notre exemple de « chambre d'hôpital ».

Nos membres de la section locale 1097, travailleurs de soutien du secteur de la santé de la région de Niagara, ont perdu de peu un vote d'allégeance avec l'UIES en août. Le travail de nos militants, de notre personnel et de nos dirigeants a été remarquable et, malgré notre infériorité numérique (1 700 contre 300), il ne nous a manqué que 32 voix. Un autre vote pourrait avoir lieu dans le cadre de la restructuration nécessaire à la mise en œuvre des RLISS et nos militants ont très hâte.

Manitoba

Le SCFP-Manitoba a remis un don de 10 000 \$ à l'hôpital pour enfants de la province après l'activité de financement organisée, comme chaque année, au congrès de la division. Depuis dix ans, le SCFP a recueilli plus de 70 000 \$ pour cette cause très méritoire.

Les travailleurs de soutien de la santé sont toujours à la table de négociation avec d'autres syndicats du secteur de la santé et l'équité salariale est le principal point en litige.

La section locale 500 a organisé une campagne dynamique d'opposition à la soustraction de la collecte des ordures. Il ne manquait qu'un vote pour gagner au conseil municipal de Winnipeg. Cette décision du nouveau maire de Winnipeg compliquera certainement les négociations de 2006 et motivera nos militants à participer aux élections municipales d'octobre 2006.

Saskatchewan

La négociation de la convention collective générale des travailleurs de soutien de la santé se poursuit au nom de nos 12 000 membres de ce secteur. L'amélioration du contexte économique en Saskatchewan (qui contribue maintenant aux paiements de transfert au lieu d'en recevoir), a incité le gouvernement Calvert à abandonner ses lignes directrices en matière d'augmentation salariale de 0-1-1.

Les membres de la section locale 1975 de l'Université de la Saskatchewan vivent toujours divers conflits avec leur employeur. Beaucoup ont abouti à l'arbitrage tandis que d'autres se règlent à la table de négociation.

Les syndicats municipaux de Regina, comme nous l'avons dit précédemment, sont aux prises avec une très difficile ronde de négociations et ont déclenché des moyens d'action en solidarité avec la section locale du SUT.

Alberta

Le SCFP-Alberta continue de défendre les travailleurs et de déboulonner le mythe voulant que l'Alberta soit un « pays où coulent le lait et le miel ». Le syndicat a incité

le gouvernement à financer correctement les services de garde à l'enfance et à utiliser son immense surplus pour combler le déficit en matière d'infrastructure.

La section locale 38 conteste le transfert par Accenture d'emplois en TI situés à Toronto, sans protection de convention collective. Accenture suit la tendance dans le milieu des affaires qui consiste à envoyer les emplois à l'étranger, dans ce cas-ci à Manille.

Colombie-Britannique

La section locale 401 et la campagne Eaux aguets du SCFP de la Colombie-Britannique ont remporté une autre victoire dans la lutte contre la privatisation de l'eau. Cette fois-ci, c'est le district régional de Nanaimo qui a reculé après avoir pris connaissance de faits démontrant l'ineptie d'un PPP avec Epcor. La campagne a suscité un appui important dans la collectivité, ce qui aidera à garder l'enjeu au cœur de la prochaine campagne électorale municipale.

Parlant d'élections municipales, le SCFP de la Colombie-Britannique misera sur l'extraordinaire travail accompli pendant les élections provinciales du printemps pour aider les sections locales à mobiliser leurs membres et à faire la différence au scrutin de novembre.

SEH

Le SEH se prépare à une ronde de négociations déterminante au printemps 2006. Les membres s'inscrivent en nombres records pour participer aux conférences de négociations qui leur permettront de définir et de préparer les propositions.

La Cour suprême du Canada entendra la contestation du SEH contre la loi 29 en février 2006. La loi 29 est celle qui a détruit les conventions collectives des travailleurs de la santé et permis la privatisation de leur travail.

Le SEH a syndiqué les travailleurs dont les emplois ont été sous-traités dans le cadre d'ententes de faveur signées par l'IWA. Chaque fois qu'un vote a lieu, la très grande majorité des travailleurs choisissent le SEH.

4. Conflits à la SRC-CBC et à TELUS

Je suis très fier de l'appui qu'accordent les membres du SCFP aux travailleurs en lock-out de TELUS et de la SRC-CBC. Nous vous invitons à participer aux nombreux piquets de grève et rassemblements organisés dans votre collectivité dans le cadre de ces deux conflits.

En soutien aux membres du STT, nous avons suggéré aux membres et à leurs familles d'annuler certains services téléphoniques et la facturation automatique,

ainsi qu'à écrire au ministre Joe Fontana. Le STT est sans convention collective depuis cinq ans. Pour en savoir plus, cliquez sur www.anotherwrongnumber.com

Jusqu'à maintenant, je me suis joint aux piquets de grève des travailleurs de la SRC-CBC à Winnipeg, à Regina et à Ottawa, villes où je m'étais rendu par affaire pour le SCFP, et j'ai été impressionné par leur force et leur solidarité. Le SCFP national a aidé à organiser un concert-bénéfice pour les travailleurs de la SRC-CBC d'Ottawa. Nous avons écrit au président de la société Robert Rabinovitch et au premier ministre Paul Martin, et nous vous invitons à en faire autant. Vous pouvez aussi cliquer sur <http://www.lignedefront.ca> pour savoir comment appuyer les travailleurs en lock-out.

Ces deux employeurs prennent des mesures agressives pour accroître leur « flexibilité », un mot qui pour eux est synonyme de « réduction des effectifs » et « impartition ».

Le Conseil exécutif national a adopté des résolutions de solidarité et d'appui, ainsi que l'octroi d'un don de 10 000 \$ tant aux membres du STT (Syndicat des travailleurs des télécommunications) qu'à ceux de la GCM (Guilde canadienne des médias).

5. Congrès national

Au moment de lire le présent rapport, vous êtes sur le point d'assister au congrès national, qui aura lieu dans ma ville natale de Winnipeg. (Non, vous n'aurez pas besoin de chasse-moustiques ni de raquettes au début d'octobre).

La semaine sera très remplie, avec des conférenciers invités intéressants, un programme culturel très divers et complet et des débats vigoureux sur des enjeux qui touchent nos membres de près.

Si vous ne pouvez pas assister au congrès, suivez-en le déroulement en direct sur notre page Web, à www.scfp.ca. Quant à celles et ceux qui se rendront à Winnipeg, je vous souhaite bon voyage et bon congrès.

6. Retraites

Nous tenons à remercier les membres du personnel qui prendront leur retraite sous peu et à leur souhaiter bonne chance :

- La consœur Monique Cloutier, bureau de Québec (1^{er} novembre 2005)
- La consœur Lynn McDavid, bureau de Red Deer (1^{er} janvier 2006)
- Le confrère Lorne Saunders, bureau de Moncton (1^{er} septembre 2005)
- La consœur Ginette Valin, bureau national (1^{er} septembre 2005)

En terminant, ce rapport sera mon dernier avant le congrès national. Il semble à peine possible que deux années se soient écoulées si rapidement. Mais au plus grand syndicat du Canada, nous n'avons pas le temps de nous ennuyer.

Comme toujours, je remercie nos militants et notre personnel pour leur engagement indéfectible envers nos membres. Ils sont au cœur de l'action jour après jour. Nous avons beaucoup de défis à relever, mais nous avons aussi beaucoup de réussites à notre actif et c'est en grande partie à leurs efforts que nous les devons. Merci.

Je vous prie de recevoir, consœurs et confrères, mes salutations solidaires.

Le président national,

PAUL MOIST

:nr/sepb 491